



**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX PASSE SELON UNE PROCEDURE D'APPEL
D'OFFRE SELON UNE PROCEDURE ADAPTEE**
En application de l'article L 2123-1, du code de la commande publique.

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(C.C.P.)**

MAÎTRE DE L'OUVRAGE

ETAT - MINISTERE DES ARMEES

ACHETEUR

(désigné par arrêté du 22 juin 2007 modifié)

Monsieur le directeur de la direction d'infrastructure de la défense de Nouméa (DID NOUMEA)

CONDUCTEUR D'OPERATION

DIVISION GESTON DU PATRIMOINE
SECTION INGENIERIE DE LA MAINTENANCE

OBJET DU MARCHE

**CREATION D'UNE AIRE DE JEU
SUR LA RESIDENCE AMIRAL COURBET DE PLUM**

**Numéro de marché
P25028**

Sommaire

ARTICLE 1. - PRESENTATION DE L'OPERATION.....	4
1.1. - <i>Objet de l'opération</i>	4
1.2. - <i>Présentation du marché</i>	4
1.3. - <i>Descriptions sommaires des ouvrages</i>	4
1.3.1. - <i>Terrain d'emprise</i>	4
1.3.2. - <i>Ouvrages existants</i>	4
1.3.3. - <i>Ouvrages à réaliser</i>	4
1.4. - <i>Attestation de visite de lieux</i>	4
1.5. - <i>Nature des prestations</i>	4
ARTICLE 2. - REPRESENTANTS DES PARTIES CONTRACTANTES	4
2.1. - <i>Titulaire du marché</i>	4
2.2. - <i>Maitrise d'ouvrage</i>	4
2.2. - <i>Maîtrise d'œuvre</i>	5
2.3. - <i>Mode de communication</i>	5
ARTICLE 3. - SOUS TRAITANCE	5
3.1. - <i>designation des sous traitants en cours de marche</i>	5
ARTICLE 4. - REGLEMENTATION	6
4.1. - <i>Contrôles nominatifs et accès chantier</i>	6
4.1.1. - <i>RESTRICTIONS DIVERSES</i>	6
4.1.2. - <i>CONTRÔLE NOMINATIF</i>	6
4.1.3. - <i>CONTRÔLE DES ACCÈS</i>	6
4.1.4. - <i>CONTRÔLE DES VÉHICULES</i>	6
4.2. - <i>Horaires</i>	6
ARTICLE 5. - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
5.1. - <i>PIÈCES PARTICULIÈRES</i>	6
5.2. - <i>PIÈCES GÉNÉRALES</i>	7
ARTICLE 6. - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR	7
ARTICLE 7. - REGLEMENT DES COMPTES	7
7.1. - <i>Etablissement des états acompte</i>	8
7.2. - <i>Demandes de paiement final</i>	8
7.3. - <i>Décompte général – solde</i>	8
ARTICLE 8. - AJOURNEMENT – ARRET DES TRAVAUX.....	9
ARTICLE 9. - RÉSILIATION DU MARCHÉ	9
ARTICLE 10. - VARIATION DE PRIX	9
10.1. - <i>TYPE DE VARIATION DES PRIX</i>	9
10.2. - <i>MOIS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX</i>	9
10.3. - <i>CHOIX DES INDEX DE RÉFÉRENCE</i>	9
10.4. - <i>MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX</i>	9
ARTICLE 11. - DELAIS D'EXECUTION	10
ARTICLE 12. - PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION	10
ARTICLE 13. - PRESTATIONS SIMILAIRES ET EXCLUSIVITE	10
ARTICLE 14. - PENALITES	10
14.1. - <i>Pénalités pour retard</i>	10
14.2. - <i>Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux</i>	10
14.3. - <i>Pénalités de retard et retenues relatives aux documents demandés</i>	10
14.4. - <i>Pénalités de retard et retenues pour remise des documents pendant la période de préparation</i>	11
14.5. - <i>Pénalités de retard et retenues pour remise des documents pendant l'exécution des travaux</i>	11
14.6. - <i>Pénalités de retard et retenues pour remise des documents après l'exécution des travaux</i>	11
14.7. - <i>Pénalités pour absence à une réunion de chantier</i>	11
ARTICLE 15. - DROIT APPLICABLE ET LITIGES	11
15.1. - <i>CONTENTIEUX – DROIT APPLICABLE</i>	11
ARTICLE 16. - DOCUMENTS	11
16.1. - <i>Documents techniques applicables au marché</i>	11
16.2. - <i>Pièces à fournir par le titulaire du marché</i>	11
16.2.1. - <i>Dès notification</i>	12
16.2.2. - <i>Pendant la période de préparation</i>	12

16.2.3. - Pendant l'exécution des travaux	12
16.2.4. - Après achèvement des travaux.....	12
16.3. - <i>Présentation de l'ensemble des documents</i>	12
ARTICLE 17. - SUIVI DU CHANTIER.....	12
17.1. - <i>Réunions avec le maître d'œuvre</i>	12
17.1.1. - Période de préparation	12
17.1.2. - Pendant les travaux	13
17.2. - <i>Points d'arrêts</i>	13
ARTICLE 18. - PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION	13
18.1. - <i>Matériaux</i>	13
18.2. - <i>Réservations et scellements</i>	13
18.3. - <i>Signalisation des chantiers et Balisage</i>	13
18.4. - <i>Installations de chantier</i>	13
18.5. - <i>Exécution des travaux</i>	13
18.6. - <i>Sécurité interne du chantier</i>	13
ARTICLE 19. - PROTECTION DES OUVRAGES.....	13
ARTICLE 20. - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER.....	13
ARTICLE 21. - SECURITE INCENDIE	14
ARTICLE 22. - NETTOYAGE EN COURS DE CHANTIER ET AVANT LA RECEPTION.....	14
ARTICLE 23. - ESSAIS ET CONTROLES	14
ARTICLE 24. - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	14
ARTICLE 25. - OBJET DE LA SECTION.....	15
25.1. - <i>Exécution des travaux</i>	15
ARTICLE 26. - DESCRIPTIF	15
Terrassement et évacuation des déblais	15
Stabilisé pour les allées.....	15
Copeaux de bois.....	15
Fourniture et plantation Bois Noir (hauteur 2,50 / 3,00 m).....	15
Tuteurage	16
Fosse de plantation.....	16
Bordure béton.....	16
Clôture de type Axis (hauteur 1,20 m).....	16
Portillon de type Axis (largeur 1m et hauteur 1,20 m).....	16
Bordure rondin Ø12	17
Aire de jeux.....	17
Banc	19
Paillotte	19
ARTICLE 27. - CONTROLES	21
27.1. - <i>Lors de la cimentation</i>	21
27.2. - <i>LORS DU DEVELOPPEMENT</i>	21
ARTICLE 28. - PROLONGATION DE L'AIRE DE JEU EN CAS D'INSUFFISANCE	21
ANNEXE 1	22
ANNEXE 2	23

Dispositions générales

ARTICLE 1. - PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1. - OBJET DE L'OPÉRATION

Dans le cadre du plan famille du Ministère des Armées, il est demandé la réalisation d'une aire de jeux pour les enfants de 6 à 12 ans, d'une surface de 500 m², sur la Résidence Amiral Courbet situé sur la ville de PLUM.

1.2. - PRÉSENTATION DU MARCHÉ

Le marché est un marché unique exécuté en une seule phase de travaux. Ladite opération est réalisée en site occupé par les Forces Armées en Nouvelle Calédonie.

1.3. - DESCRIPTIONS SOMMAIRES DES OUVRAGES

1.3.1. - TERRAIN D'EMPRISE

L'ensemble des travaux est localisé dans la résidence Amiral COURBET localisée à PLUM.

1.3.2. - OUVRAGES EXISTANTS

Une plateforme stabilisée de 500m² est déjà créée.

1.3.3. - OUVRAGES À RÉALISER

La nature des travaux se présente de la manière suivante et comprennent les réalisations conformément aux normes, DTU et réglementations en vigueur des éléments suivants :

- Installation du chantier (dont adaptation des sols, des terrassements et évacuation des déblais) avec la mise en place d'une clôture tout autour du chantier
- L'exécution d'une clôture délimitant l'aire de jeux avec un portail d'accès sécurisé,
- La mise en place d'un arbre au milieu de l'aire de jeux,
- La mise en place de différentes bordures de délimitation de zone,
- La fourniture et la pose d'équipement de jeux de divers (balançoire maisonnette, tyrolienne, toboggan, etc...),
- La construction d'un abri ouvert et de bancs pour les accompagnants dans et à proximité immédiate de l'aire de jeux,
- La remise en état du site.

L'entrepreneur devra faire tenir un cahier de chantier dans lequel seront consignés les comptes rendus d'activité journaliers de chantier, les observations réalisées en cours de travaux. Ce cahier sera toujours à la disposition du Moe et remis au Moe à la fin des travaux.

1.4. - ATTESTATION DE VISITE DE LIEUX

Elle est **obligatoire** et fait l'objet d'une attestation de visite remis avec l'offre.

L'absence de cette attestation est une cause de rejet automatique de l'offre.

1.5. - NATURE DES PRESTATIONS

Le marché s'entend fourniture et pose pour toutes les prestations et travaux nécessaires. Si la fourniture ou la pose n'est pas comprise dans le marché, elle est clairement mentionnée dans le présent descriptif.

ARTICLE 2. - REPRESENTANTS DES PARTIES CONTRACTANTES

2.1. - TITULAIRE DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG/TVX, le responsable physique du marché et son suppléant sont désignés à l'article 3.9 de l'Acte d'Engagement dès la remise de l'offre du candidat.

Il est l'interlocuteur privilégié du Maître d'Ouvrage pour tous les problèmes quotidiens afférents au contrat pour les besoins de l'exécution du présent marché.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG/TVX, le changement d'interlocuteur unique en cours d'exécution du contrat est soumis à l'accord écrit de l'acheteur préalablement à la passation de fonction.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante

2.2. - MAITRISE D'OUVRAGE

Le maître de l'ouvrage est l'Etat – Ministère des Armées – Direction d'infrastructure de la défense de Nouméa (DID Nouméa) représenté par le Directeur d'Infrastructure de la Défense de Nouméa.

2.2. - MAÎTRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par la Direction d'Infrastructure de la Défense de Nouméa.

Le maître d'œuvre, représenté par le chef de la section maîtrise d'œuvre, qui est chargé d'une mission sur projet comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux, l'assistance au maître d'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement et a délégation pour signer les ordres de service.

Les ordres de service sont adressés en un exemplaire au titulaire par le maître d'œuvre sous forme dématérialisée (mail) ; Le titulaire renvoie immédiatement l'exemplaire original après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu. Une copie est adressée au représentant du maître d'ouvrage sous forme dématérialisée (courriel).

Si l'ordre de service appelle des réserves de la part du titulaire, celui-ci doit, sous peine de forclusion, adresser par écrit avec l'ordre de service correspondant, l'objet de la réserve au maître d'œuvre conformément à l'article 3.8.2 du CCAG/TVX.

Les études d'exécution ainsi que les documents d'exécution des ouvrages (DOE) sont à la charge du titulaire.

2.3. - MODE DE COMMUNICATION

En complément de l'article 3.1 du CCAG/TVX, toute décision ou communication du Maître d'Ouvrage ou de son représentant, à l'exception des demandes d'intervention, sera transmise directement par le Maître d'Ouvrage ou son représentant via un ordre de service (OS). Cet OS pourra être notifié par courrier électronique (NACRE ou tout autre moyen permettant d'avoir une traçabilité de la date et heure d'envoi) avec accusé de réception.

Le titulaire du marché est tenu d'accuser réception de chaque mail sous un jour ouvré de la réception. L'accusé de réception des mails parvenus la veille d'un jour chômé / férié est réalisé lors du premier jour ouvré suivant.

Important : l'accusé de réception mentionné précédemment ne vaut pas retour de l'ordre de service avec réserve : le titulaire dispose de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification pour faire parvenir les éventuelles réserves à l'ordre de service concerné sous forme dématérialisée (messagerie électronique ou contre récépissé. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté l'ordre de service considéré.

Par dérogation à l'article 2 du CCAG/TVX un ordre de service est un acte de conduite dont la signature est déléguée conformément à l'article 2.3 du CCAP.

Lorsque le titulaire ou mandataire estime que les prescriptions d'un OS qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les motiver et les notifier à l'acheteur, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de l'OS, sous peine de forclusion, ainsi qu'il est précisé à l'article 3.8.2 du CCAG/TVX.

Le titulaire du marché est seul responsable de l'usage et du bon fonctionnement de ses systèmes de communication. L'éventuelle défaillance des systèmes de communication du titulaire est donc inopposable au maître d'ouvrage.

ARTICLE 3. - SOUS TRAITANCE

3.1. - DESIGNATION DES SOUS TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de l'ensemble des prestations réalisées au titre du présent marché.

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG TVX, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie l'acceptation du sous-traitant au titulaire du marché.

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire fournit au maître d'œuvre désigné au marché :

- La déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le cotraitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TGC) ;
- La déclaration individuelle de responsabilité au titre d'un contrat sensible (selon modèle joint au règlement de la consultation) ;
- Un extrait Kbis ;
- Une copie des contrats d'assurance responsabilité civile et, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, responsabilité décennale ;

- Un RIB ou RIP ;
- Une caution bancaire s'il n'est pas en paiement direct ;
- Les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant

ARTICLE 4. - REGLEMENTATION

4.1. - CONTRÔLES NOMINATIFS ET ACCÈS CHANTIER

4.1.1. - RESTRICTIONS DIVERSES

Pour des raisons de sécurité, le titulaire n'est pas autorisé à communiquer sur les travaux objet du présent marché. En particulier, l'utilisation d'éléments graphiques (photos, plans, etc.) pour présenter des références professionnelles est proscrite. Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché.

4.1.2. - CONTRÔLE NOMINATIF

Une liste nominative du personnel participant au chantier est établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste comporte, pour chaque personne, les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, le maître d'œuvre exige, à l'appui de la liste nominative, la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, est exclu du chantier.

Le titulaire certifie que tout le personnel qu'il emploie sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

Dans l'hypothèse où l'officier de sécurité refuse l'accès à un ou plusieurs salariés, le titulaire s'engage à proposer, sans délai, un ou d'autres salarié(s), sans pouvoir prétendre à une prolongation du délai d'exécution ou à une indemnisation.

4.1.3. - CONTRÔLE DES ACCÈS

Le contrôle d'accès est réalisé au poste de sécurité à l'entrée du site par présentation de la carte d'identité et vérification par le gardien que le personnel figure sur la liste agréée. Tout le personnel des entreprises perçoit un laissez-passer individuel conforme aux conditions d'accès du site du chantier ; ce badge d'accès est restitué en fin de journée ou en fin de chantier, selon les conditions d'accès propres à chaque organisme.

Pour les travailleurs étrangers, le maître d'œuvre exige à l'appui de la liste nominative, la fourniture des copies des titres de travail les autorisant à exercer une activité salariée en Nouvelle-Calédonie conformément au chapitre II du code du travail.

Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel peuvent être opérés à tout moment par l'inspection du travail.

Le titulaire supporte toutes les conséquences qu'entraîne tout refus de laissez-passer que les services compétents ont jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

4.1.4. - CONTRÔLE DES VÉHICULES

Le titulaire fournira au pouvoir adjudicateur la liste des véhicules privés amenés à accéder dans l'emprise militaire. Pour certains sites, des contraintes aux véhicules et aux règles particulières de circulation qui sont spécifiées pendant la période de préparation

4.2. - HORAIRES

Le titulaire du présent marché devra respecter les horaires de travail de l'emprise militaire où sont réalisés les travaux. Aucun personnel de l'entreprise titulaire du marché ne sera autorisé à rester dans l'emprise militaire après les heures de service. Le titulaire devra s'assurer que tous ses ouvriers ont quitté le site.

ARTICLE 5. - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/TVX, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

5.1. - PIÈCES PARTICULIÈRES

- Acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;

- Planning d'exécution mis au point par l'OPC/maître d'œuvre durant la période de préparation et ses éventuelles mises à jour en cours de chantier, en l'absence de validation, le calendrier joint au dossier de consultation des entreprises.
- Présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière :
 - ☐ L'EPF (état des prix forfaitaires)
 - ☐ Le DE (détail estimatif)
 - ☐ Le DQE (détail quantitatif estimatif)
 - ☐ Le DPF (détail des prix forfaitaires)
 - ☒ La DPGF (décomposition de prix globale et forfaitaire)
- Les actes spéciaux de sous-traitance (postérieurs à la notification du marché) ;
- Le mémoire technique

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son(ses) annexe(s), la pièce principale prévaut, à l'exception de l'annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché.

5.2. - PIÈCES GÉNÉRALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 5.5.2 du présent CCAP :

- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux, approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services ;
- L'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

Le titulaire travaille avec l'ensemble des textes réglementaires et des normes en vigueur régissant ses activités liées directement ou indirectement aux prestations définies. Il les a impérativement en sa possession.

ARTICLE 6. - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

Il appartient à l'entrepreneur d'apprécier l'importance et la nature des travaux grâce à ses connaissances professionnelles.

L'entrepreneur ne pourra donc pas arguer de l'imprécision des pièces fournies, ou l'omission, pour refuser d'exécuter dans le cadre de son marché tout ou partie des ouvrages nécessaires au complet achèvement de ses installations.

L'entrepreneur aura étudié, pour l'établissement de son offre, de façon approfondie, le dossier de consultation et donnera un prix forfaitaire pour l'ensemble des travaux à réaliser.

Ainsi, une omission sur le plan ou sur le devis descriptif, ne saurait le soustraire à exécuter les ouvrages tel qu'ils sont, soit dessinés, soit décrits.

Sauf stipulation contraire, le fait de devoir la pose entraînera la fourniture et le raccordement (si nécessaire) du matériel donné.

Il appartiendra à l'entrepreneur de signaler en temps utile et obligatoirement avant la remise d'offres les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis, et de demander les éclaircissements nécessaires à qui de droit.

L'entrepreneur est réputé avant la remise des offres, avoir pleine connaissance :

- De tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux.
- Des sites des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages.
- De tous les éléments en relation avec l'exécution des travaux.
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.

ARTICLE 7. - REGLEMENT DES COMPTES

La réglementation de la comptabilité publique appliquée par la direction des finances publiques de Nouvelle-Calédonie (DFIP-NC), comptable assignataire des demandes de paiement présentées par la DID-NMA et validées par la direction du commissariat d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie (DICOM-NC), dispose qu'une créance, pour être recevable, répond à deux critères essentiels, sous peine d'être rejetée au moment de la comptabilisation, sans possibilité de mise en paiement.

1er critère : la valeur probante d'une créance, est validée par les deux seuls modes de transmission suivants :

- Format dématérialisé déposé sur le portail internet « Chorus-Pro » <https://chorus-pro.gouv.fr>

2ème critère : les informations obligatoirement présentes à minima sur toute créance. Pour permettre le rapprochement d'une créance, de manière certaine et indiscutable, à la commande publique l'ayant généré, il est impératif que les mentions suivantes figurent clairement sur le document de facturation (* mentions obligatoires) :

- Code service exécutant (SE) : D041170986 (code unique) ;
- N° d'engagement juridique (EJ) : code à 10 chiffres ;
- Référence de marché ou MAPA : type « M(APA).AA.L4.XXXXXXXXX » (AA = année : « 25 » pour 2025) ;
- Référence de commande le cas échéant : type XXX/AAAA (XXX = n° d'ordre sur l'année ; AAAA = année) ;
- Référence de fraction de marché le cas échéant : tranches (TF, TO1, ...) ou forfaits (OS1, OS2) ;
- Signature du titulaire/mandataire/cotraitant ;
- *Date de réception par le maître d'œuvre ;
- *Montant global HT du projet de décompte, tous bénéficiaires confondus ;
- Le(s) taux de TGC applicable(s), avec base de calcul pour chaque taux ;
- Fiche de situation du détail des prestations, datée et signée ;
- Découpage éventuel du montant HT par sections techniques ;
- Part éventuelle du montant HT à régler globalement aux seuls sous-traitants admis au paiement direct ;
- Part éventuelle du montant HT à régler respectivement à chaque cotraitant ou sous-traitant à paiement direct.

7.1. - ETABLISSEMENT DES ETATS ACOMPTE

Les projets de décompte sont présentés au maître d'œuvre en un (01) exemplaire conformément aux modèles qui seront remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier.

7.2. - DEMANDES DE PAIEMENT FINAL

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG/TVX, le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'œuvre par tout moyen dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 41.3 du CCAG/TVX.

Le délai global de paiement du décompte final est de 30 jours à compter de la date de notification du projet de décompte final. S'il est constaté l'absence de pièces justificatives, le délai de paiement global sera interrompu jusqu'à réception complète de ces pièces.

En cas d'application de l'article 41.5 du CCAG/TVX, le projet de décompte final est adressé au maître d'œuvre dans un délai de 30 jours à compter de la notification du procès-verbal constatant la réalisation des prestations.

Par dérogation à l'article 55 du CCAG/TVX, le désaccord sur les sommes à payer est réglé par les stipulations de l'article 55 dans un délai de 45 jours.

7.3. - DECOMPTE GENERAL – SOLDE

La signature de projet de décompte général prévue à l'article 12.4.2 du CCAG/TVX est effectuée électroniquement.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG/TVX, le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général dans un délai de 30 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la transmission du projet de décompte final.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 12.4.2 du CCAG/TVX lorsque la valeur finale des index n'est pas connue à la date d'établissement du décompte général, la révision des prix afférente au solde est notifiée au titulaire dans un délai de 30 jours suivant la publication des index.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG/TVX, le titulaire notifie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, composé :

- du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 12.3.1 du CCAG/TVX ;

- du projet d'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis est alors établi dans les conditions fixées à l'article 12.4.3 du CCAG/TVX.

Par dérogation à l'alinéa 3 de l'article 12.4.4 du CCAG/TVX, si, dans un délai de 10 jours, le maître d'ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général, cela vaut rejet du décompte et autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent.

En application de l'article 12.4.4 du CCAG/TVX, si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire en réclamation qui précise le montant des sommes dont il revendique le paiement et qui fournit les justifications nécessaires en reprenant, sous peine de forclusion, les réclamations déjà formulées antérieurement et qui n'ont fait l'objet d'un règlement définitif ; ce mémoire doit être remis au maître d'œuvre dans un délai de 30 jours. Le règlement du différend intervient alors suivant les modalités indiquées à l'article 55 du CCAG/TVX.

ARTICLE 8. - AJOURNEMENT – ARRET DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 53 du CCAG TVX, l'ajournement ou l'arrêt de l'exécution des travaux ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 9. - RÉSILIATION DU MARCHÉ

En cas de résiliation du marché, le décompte de liquidation, établi en application de l'article 51.2 du CCAG/TVX est signé électroniquement.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, et par dérogation à l'article 50.4 du CCAG TVX le titulaire ne peut prétendre à une indemnité de résiliation

En revanche, le titulaire a droit à être indemnisé des frais et investissements engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution, sous réserve qu'il apporte toutes les justifications.

ARTICLE 10. - VARIATION DE PRIX

10.1. - TYPE DE VARIATION DES PRIX

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées aux articles ci-dessous.

10.2. - MOIS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres, par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG TVX. Elle peut être indiquée sur la page de garde de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé « mois zéro », par dérogation à l'article 9.4.1 du CCAG TVX, les prix sont révisibles selon les modalités définies ci-après.

10.3. - CHOIX DES INDEX DE RÉFÉRENCE

Les indices (BT, TP et ingénierie) sont ceux publiés par l'institut de la statistique et des études économiques (ISEE) en Nouvelle-Calédonie.

BT 21

Les dispositions générales (DG) ne sont pas soumises à révisions, ni actualisations de prix.

Les index (BT, TP) sont ceux publiés par l'institut de la statistique et des études économiques (ISEE) en Nouvelle-Calédonie (www.isee.nc).

Par dérogation à l'article 10.6 du CCAG/TVX, la formule de variation des prix n'est pas appliquée aux indemnités de dédit ou d'attente.

Par dérogation à l'article 19.4 du CCAG/TVX, la formule de variation des prix n'est pas appliquée aux primes d'avance.

10.4. - MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul des acomptes et du solde est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + [0,85 \times I_n / I_0]$$

- dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I de la section technique concernée respectivement au mois zéro et au mois n d'exécution ;
- le mois « n » étant :
 - pour le paiement des acomptes mensuels, le mois d'exécution des travaux ;
 - pour le paiement du solde, le mois contractuel de fin d'exécution des travaux ou de la tranche concernée

ARTICLE 11. - DELAIS D'EXECUTION

Les travaux sont exécutés dans le délai de 2 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de les commencer, hors 3 mois de période de préparation.

ARTICLE 12. - PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG Travaux, en dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG Travaux, la prolongation du délai d'exécution peut également résulter d'une décision du maître d'ouvrage.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 2 jours ouvrés. Ils ne sont valables que pour les travaux effectués en extérieur.

Si une mauvaise organisation de la part du titulaire conduit, sous l'effet des intempéries, à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre signifie à l'entreprise la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Au-delà du nombre de jours fixé ci-dessus, et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, sur appréciation du maître d'œuvre, le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépasse les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Vent	Pointe 90km/h	1 pointe
Pluie	20 mm/jour	5 jours consécutifs
Température	40°/jour	5 jours consécutifs

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels :

Centre Météo Nouvelle Calédonie de PLUM

Afin de pouvoir bénéficier d'une prolongation, le titulaire doit remettre au maître d'œuvre le relevé météo de la station météo précitée sous 1 mois sous peine de forclusion.

ARTICLE 13. - PRESTATIONS SIMILAIRES ET EXCLUSIVITE

L'administration se réserve la possibilité de passer ultérieurement avec le titulaire un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, pour des prestations similaires, conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 14. - PENALITES

14.1. - PÉNALITÉS POUR RETARD

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de dix mille (10 000) FCFP par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux.

14.2. - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de cinquante mille (20.000) FCFP par jour calendaire en cas de retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.

Si le retard est supérieur à 15 jours, cette opération sera réalisée aux frais du titulaire sans pour autant qu'elle ne l'exonère du paiement des pénalités.

14.3. - PÉNALITÉS DE RETARD ET RETENUES RELATIVES AUX DOCUMENTS DEMANDÉS

Ces pénalités sont applicables à compter du lendemain suivant le dernier jour du délai imparti pour fournir le document. A la réception du document concerné, le maître d'œuvre établit par ordre de service le décompte des jours de retard et le montant des pénalités appliquées. Ces pénalités font ensuite l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée par ordre de service du maître d'œuvre. Elles sont fixées par document et par jour calendaire de retard.

14.4. - PÉNALITÉS DE RETARD ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS PENDANT LA PÉRIODE DE PRÉPARATION

Le titulaire encourt une pénalité de dix mille (10.000) FCFP par jour calendaire en cas de retard dans la production des documents demandés dans les présentes dispositions générales qui doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard le dernier jour de la période de préparation.

14.5. - PÉNALITÉS DE RETARD ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS PENDANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Le titulaire encourt une pénalité de dix mille (10.000) FCFP par jour calendaire en cas de retard dans la production de documents demandés pendant l'exécution des travaux.

14.6. - PÉNALITÉS DE RETARD ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS APRÈS L'EXÉCUTION DES TRAVAUX

L'ensemble des documents relatifs à l'exécution des travaux devra être remis au maître d'œuvre le dernier jour de la date contractuelle de fin du délai d'exécution suivant les dispositions énumérées dans l'article « Pièces à fournir par le titulaire du marché » (fourniture des DOE).

Le titulaire encourt une pénalité de cinquante mille (50.000) FCFP par jour calendaire en cas de retard dans la production de ces documents, applicable dès le lendemain du dernier jour de la date contractuelle de fin du délai d'exécution.

14.7. - PÉNALITÉS POUR ABSENCE À UNE RÉUNION DE CHANTIER

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à trente mille (30.000) FCFP par absence constatée. La pénalité appliquée fait l'objet d'une notification par ordre de service par le maître d'œuvre.

ARTICLE 15. - DROIT APPLICABLE ET LITIGES

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution d'un marché peut être soumis par l'opérateur économique titulaire au service acheteur. La réglementation de l'Achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise recours à la médiation ;

15.1. - CONTENTIEUX – DROIT APPLICABLE

Le présent marché est soumis au seul droit français.

En cas de différend entre le titulaire et le maître d'œuvre, il sera fait application de l'article 55 du CCAG TVX.

En cas de procédure contentieuse relative au marché la contestation sera portée devant le Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie – Résidence CARCOPINO 3000- 85 rue de Charles de Gaulle – BP Q3 – 98 851 NOUMEA Cedex – Tél : 25.06.30 – Fax : 25.06.31 – Courriel : greffe.ta-noumea@juradm.fr

ARTICLE 16. - DOCUMENTS

16.1. - DOCUMENTS TECHNIQUES APPLICABLES AU MARCHÉ

Le présent descriptif.

Les documents cités dans chaque article.

Les plans ou croquis joints au marché sont les suivants :

Annexe 1	Implantation de l'aire de jeux
Annexe 2	Plan de l'aire de jeux

Les plans fournis ne sont donnés qu'à titre indicatif. Il est de la responsabilité de l'entrepreneur de fournir des plans et des notes de calcul détaillés qui seront approuvés par le maître d'œuvre.

16.2. - PIÈCES À FOURNIR PAR LE TITULAIRE DU MARCHÉ

Les documents suivants sont à fournir par le titulaire du marché.

Ne pourront recevoir un commencement d'exécution que les travaux définis sur les plans et les documents qui auront été visés par le maître d'œuvre.

16.2.1. - DÈS NOTIFICATION

- CPR

16.2.2. - PENDANT LA PÉRIODE DE PRÉPARATION

- Plans d'installation du chantier.
- Programme d'exécution des travaux.
- Les actes spéciaux s'il y a sous-traitance.
- Fiches techniques, marques, type, provenance des matériaux et produits employés.
- Plans, dessins, notes, renseignements nécessaires ou jugés nécessaires par le maître d'œuvre à l'exécution des travaux.
- Plans d'exécution des ouvrages de structure.
- Les plans d'exécution détaillés de tous les équipements spécifiques.

Ces documents seront soumis au visa du maître d'œuvre.

Les plans et notes de calculs et le planning d'exécution seront fournis pour Visa du Maître d'Œuvre, pendant la période de préparation.

Les documents technico-commerciaux seront fournis pour acceptation.

16.2.3. - PENDANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Les ordres de service et tous autres documents jugés nécessaires et demandés par le maître d'œuvre.

TRAVAUX NON PRÉVUS

Par dérogation aux articles 14.4.1, 14.4.2, 14.4.3 et 14.4.4 du CCAG/TVX, en l'absence d'avenant ou de décision de poursuivre prise par le maître d'ouvrage et notifiée par ordre de service du maître d'œuvre, le titulaire doit arrêter les travaux lorsque ces derniers atteignent le montant contractuel.

Lorsque la masse des travaux exécutés atteint le montant contractuel, le titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le maître d'ouvrage. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement du montant contractuel.

16.2.4. - APRÈS ACHÈVEMENT DES TRAVAUX

Il sera fourni au maître d'œuvre :

- Les notices techniques et la nomenclature des pièces de tous les matériels
- Les notices de maintenance de tous les matériaux et matériels installés dans le cadre du présent marché
- **Les PV d'essais**, certificats, agréments, garanties, vérifications ...
- **Le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)** en deux exemplaires comportant les plans et les schémas d'exécution certifiés conformes à la réalisation des installations.

La non fourniture des documents précisés ci-dessus fera l'objet de pénalités définies dans le présent document.

16.3. - PRÉSENTATION DE L'ENSEMBLE DES DOCUMENTS.

En période de préparation :

- Le titulaire doit la présentation de l'ensemble des documents définis ci-dessus y compris les plans d'exécutions et d'implantation fournis au DCE.

A la réception :

- Les documents demandés seront communiqués en format numérique

ARTICLE 17. - SUIVI DU CHANTIER

La coordination et le suivi de chantier est à la charge du titulaire du présent marché et comprend au minimum les prestations suivantes :

17.1. - RÉUNIONS AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

Le procès-verbal (PV) de réunion sera établi par le maître d'œuvre sur le site des travaux.

17.1.1. - PÉRIODE DE PRÉPARATION

Réunion **hebdomadaire** (voir tous les 15 jours) avec le titulaire.

Le maître d'œuvre pourra demander lorsqu'il le juge nécessaire la présence des sous-traitants.

17.1.2. - PENDANT LES TRAVAUX

Réunion hebdomadaire avec le titulaire, jour à définir

Le maître d'œuvre pourra demander lorsqu'il le juge nécessaire la présence des sous-traitants.

17.2. - POINTS D'ARRÊTS

Le maître d'œuvre fixera les points d'arrêts en phase de préparation de chantier dès connaissance du planning d'exécution.

ARTICLE 18. - PRESCRIPTIONS GENERALES D'EXECUTION

La coordination et le suivi de chantier sont à la charge du titulaire du marché.

18.1. - MATÉRIAUX

Tous les matériaux utilisés seront conformes aux spécifications de qualité définies par les documents techniques et normes en vigueur lors de la réalisation des travaux.

Ils seront dans tous les cas de la meilleure qualité dans chaque catégorie demandée et devront faire l'objet d'un agrément du Maître d'œuvre, **avant emploi**. Dans le cas contraire, le titulaire devra la dépose l'enlèvement et le remplacement par un matériau ou matériel agréé par le maître d'œuvre, à ses frais.

18.2. - RÉSERVATIONS ET SCELLEMENTS

Les réservations, percements et trous pour scellements sont à la charge de l'entreprise titulaire du marché.

18.3. - SIGNALISATION DES CHANTIERS ET BALISAGE

Le titulaire du marché aura à sa charge les interdictions d'accès pour les zones de travaux condamnées. A cet effet, des barrières fixes et des rubans bicolores (rouge et blanc) devront être mis en place.

Le balisage sera réalisé par une signalisation adaptée à l'avancement du chantier. Il comprendra toutes les dispositions habituelles (panneautage d'interdiction, rubalise, fléchage d'accès au chantier...) mais également toutes les préconisations imposées par le maître d'œuvre en cours de chantier.

Tout manquement sera sanctionné.

18.4. - INSTALLATIONS DE CHANTIER

Le titulaire devra fournir au maître d'œuvre la liste de ses installations de chantier, les plans et toutes les précisions nécessaires. L'entrepreneur ne bénéficiera pas de facilité telle que locaux à disposition, restauration, sanitaire, fluides (Eau et électricité) etc...

Elle comprendra notamment la mise en place de sanitaires (1 WC chimique par groupe de 10 ouvriers et un point d'eau sanitaire et régulièrement nettoyés et approvisionnés), la mise la mise en place d'une poubelle avec couvercle vidée régulièrement.

Le maître d'œuvre se réserve le droit d'imposer au titulaire de prendre des mesures complémentaires. En cas de non application, les pénalités seront prononcées.

Le titulaire du marché aura à sa charge, notamment l'amenée et le repli du matériel, ainsi que la remise en état des lieux en fin de travaux (le terrain sera nivelé et propre, la boue sera évacuée). Le lieu d'implantation sera défini lors de la période de préparation. L'aire d'installation de matériels et de stockage de matériaux sera mise à disposition de l'entreprise en accord avec le maître d'œuvre.

18.5. - EXÉCUTION DES TRAVAUX

Toute exécution prématurée, faute d'avoir en temps utile soumis les éventuelles notes de calculs et les plans au visa du maître d'œuvre, s'effectuera sous la seule responsabilité de l'entrepreneur et les modifications qui pourraient lui être demandées seraient entièrement à sa charge, y compris les conséquences du retard sur le planning des travaux.

18.6. - SÉCURITÉ INTERNE DU CHANTIER

L'entrepreneur est responsable de la sécurité sur le chantier et doit prendre toute les mesures nécessaires et possibles pour prévenir les accidents. Le personnel possédera un équipement de protection individuel (chasubles, gants, casque, chaussure de sécurité, etc. ...).

En cas d'accident sur le chantier, le chef de chantier prendra les dispositions nécessaires et préviendra le maître d'œuvre le plus rapidement possible. En cas d'urgence, s'orienter vers les services de secours civils (15 ou 18).

ARTICLE 19. - PROTECTION DES OUVRAGES

Le titulaire a la charge de la protection des ouvrages jusqu'à la réception des travaux. Tout équipement, objet ou élément de construction sera remplacé en cas de détérioration sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 20. - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Tous les déchets de chantier seront évacués et triés sur la zone installée sur l'emprise du chantier conformément aux spécifications données par le maître d'œuvre. Ils sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE 21. - SECURITE INCENDIE

La sécurité des personnes devra être un souci majeur du titulaire du marché. L'accès aux véhicules de secours des zones de travaux devra être possible à tous moments des travaux.

Il devra désigner par zone de travaux un responsable assurant à tous les arrêts de travaux le contrôle des mesures de sécurité.

ARTICLE 22. - NETTOYAGE EN COURS DE CHANTIER ET AVANT LA RECEPTION

Le titulaire du lot a la responsabilité du nettoyage et de la protection des ouvrages réalisés par ses soins jusqu'à la réception de l'ensemble.

La protection doit tenir compte des interventions des autres corps d'état sur ou à proximité immédiat des ouvrages concernés :

Pour ce qui concerne le nettoyage durant la période de travaux :

- Le titulaire doit assurer le nettoyage complet du chantier au moins une fois par semaine. Ce nettoyage comprend le ramassage de tous les détritux, quels qu'ils soient aux abords, zones de stockage, parties communes, bungalow, zones de travaux, etc..
- Le rangement des matériaux et matériels pouvant joncher sur l'aire des travaux.

Pour ce qui concerne le nettoyage final avant réception :

- Le titulaire doit l'enlèvement et l'évacuation des protections mises en place et le nettoyage des ouvrages ou équipements qui étaient protégés.

En outre le titulaire devra la fourniture, la mise en œuvre et l'entretien des différents dispositifs de protection collective.

ARTICLE 23. - ESSAIS ET CONTROLES

Les essais et contrôles porteront sur le bon fonctionnement de l'ensemble des installations et équipements de l'aire de jeux. Ces essais seront un préalable pour la réception de l'ouvrage et devront être concluants.

ARTICLE 24. - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après

ARTICLE CCAP	ARTICLE CCAG TVX
2.1	3.4
2.1	3.4.1
2.3	2
3.1	3.6
5	4.1
7.2	12.3.2
7.2	55
7.3	12.4.2 / 12.4.4
8	53
9	50.4
10.2	9.4.4 et 9.4.1
10.3	10.6 et 19.4
13	18.2.1
14.2.3	14.4.1, 14.4.2, 14.4.3 et 14.4.4

Dispositions techniques

ARTICLE 25. - OBJET DE LA SECTION

Les présentes dispositions fixent les modalités techniques à respecter pour l'exécution des travaux.

Le titulaire du marché réalisera une aire de jeu bois de 500M² soit 25M par 20M de la résidence Amiral Courbet de Plum.

25.1. - EXÉCUTION DES TRAVAUX

Les travaux comprennent :

- **Installation du chantier** (dont adaptation des sols, piquetage des terrassements et évacuation des déblais) avec la mise en place d'une clôture tout autour du chantier,
- **L'exécution de l'aire de jeux** (équipement et développement) selon les prescriptions fournies dans ce document (annexe 1) avec sécurisation lors des phases d'arrêt de chantier,
- Le contrôle de toutes les phases avec **inscriptions sur registre**
- La fourniture et la **pose de bordure** en fin de chantier (annexe 2), ainsi que la pose clôture axis
- La construction d'un **portillon** interdisant le passage aux enfant en bas âge,
- La remise en état du site.
- Les installations de chantier et son repliement ainsi que le nettoyage journalier du chantier et la remise en condition du site. Des poubelles seront mises en place pour la durée du chantier et vidée régulièrement.

ARTICLE 26. - DESCRIPTIF

TERRASSEMENT ET ÉVACUATION DES DÉBLAIS

Le nivellement général des surfaces consiste à des travaux en déblai/remblai et de réglage afin d'obtenir, sur fond de forme compacté pour les surfaces minérales puis sur fond décompacté pour les surfaces revêtues de terre végétale, par rapport aux cotes théoriques NGNC inscrites aux plans.

Décaissement à -30 cm pour le sol amortissant (sable ou copeaux)

Tolérance altimétriques :

± 1 cm aux raccordements avec les points durs

± 3 cm aux autres endroits

L'évacuation des déblais se fera sur site.

STABILISÉ POUR LES ALLÉES

L'entreprise assurera la mise en œuvre du revêtement en stabilisé, des couches de forme et de base d'épaisseurs définies ainsi que la mise en forme aux côtes des profils définis au projet sur une épaisseur de 5 cm après compactage.

Le matériau sera parfaitement réglé et compacté.

COPEAUX DE BOIS

Copeaux de bois de type 5/50 mm, épaisseur d'environ 10 cm, permettant de limiter la germination des mauvaises herbes au niveau des massifs, de réguler la température du sol et de maintenir le taux d'humidité. Le matériau ne devra pas comporter de produits ou toxines qui pourraient nuire au développement des végétaux.

L'ensemble des surfaces plantées, les cuvettes des végétaux isolés ainsi que les zones de jeux, si cette option est retenue, seront recouvertes d'un mulch sur une épaisseur de 30 cm.

FOURNITURE ET PLANTATION BOIS NOIR (HAUTEUR 2,50 / 3,00 M)

Les travaux de plantations seront en tout conformes aux dispositions du CCTG, fascicule 35, quant à leur façonnage et mise en œuvre exclusivement.

Le plan de plantation détaillé sera réalisé par l'entreprise et selon les indications apportées sur les pièces graphiques et les DPGF.

Le plan de plantations est établi à titre indicatif. Les emplacements définitifs des végétaux sont déterminés, avant la mise en place des terres pour les gros végétaux nécessitant un terrassement particulier pour les fosses de plantations.

Important : aucune taille ne sera effectuée sans une entrevue préalable entre le Maître d'Ouvrage et le personnel qualifié devant opérer les travaux.

TUTEURAGE

Le tuteurage tripode pour les arbres sera placé d'une façon uniforme entre eux tout en étant d'aplomb par rapport au végétal et présente les caractéristiques suivantes :

- Ils seront en bois dur, droits, réguliers ;
- Le tuteurage sera tripode et la longueur des tuteurs sera d'environ 2m pour les arbres 200/300.
- Les colliers doivent pouvoir durer plusieurs années, sans provoquer de blessures en suivant la croissance de la plante.
- Corde en chanvre
- La corde sera fixée sur les parties horizontales (planchettes) reliant les 3 tuteurs et devra être disposée de façon à ne pas occasionner de meurtrissure.

FOSSE DE PLANTATION

Dans le cadre des présents travaux, les fosses hors-tout (depuis le niveau terrain fini) auront les dimensions suivantes : Arbres : 2 m³ : 1,4 x 1,4 x 1 m

Le fond des fosses sera grossièrement ameubli sur 20 cm de profondeur (terre laissée en place) et les parois piquées.

BORDURE BÉTON

Bordure d'épaulement de type P2 destinée pour la délimitation de l'aire de jeux complet, les bordures seront disposées selon les indications des pièces graphiques 'en soubassement des clôtures AXIS).

La pose se fera sur fondation béton dosé à 250 kg avec épaulement de part et d'autre des éléments. La coupe et le jointoiement au mortier sera parfaitement lavé.

CLÔTURE DE TYPE AXIS (HAUTEUR 1,20 M)

La clôture sera de type panneaux rigides (axis) d'1,20 m de haut.

Ce prix comprend :

- Les massifs de scellement correctement dimensionnés ;
- La fourniture et la mise en œuvre de la clôture, poteaux et grillage ;
- Les barres de renfort nécessaires.

Y compris mise en jeu, réglages et calage de l'ensemble.

Position selon plan.

PORTILLON DE TYPE AXIS (LARGEUR 1M ET HAUTEUR 1,20 M)

Le portillon manuel simple vantail avec sécurité enfant sera de type panneaux rigides (axis) d'1,20 m de haut et d'1 m de large.

Le portillon sera sur une base de tube galvanisé, toutes les soudures seront traitées.

Ce prix comprend :

- Les massifs de scellement correctement dimensionnés ;
- La fourniture et la mise en œuvre de la clôture, poteaux et grillage ;
- Les barres de renfort nécessaires.

Y compris mise en jeu, réglages et calage de l'ensemble.

Ouverture du portillon :

- Réversible (choix du sens d'ouverture à l'installation)
- Ouverture du vantail à 180° ou 90° (choix à l'installation)
- Gonds réglables

Position selon plan.

BORDURE RONDIN Ø12

Destinée pour la délimitation des jeux, les rondins Ø 12 seront disposés selon les indications des pièces graphiques. Chaque jeu sera délimité par des rondins.

La bordure en rondins sera parfaitement réglée par rapport au niveau fini des ouvrages et des revêtements de sol.

AIRE DE JEUX

L'installation des équipements devra être conforme aux spécifications des Normes Françaises et principalement aux Normes suivantes, sans que cette liste soit limitative :

- NF S 52-400 Equipements de jeux. Points de fixation : exigences fonctionnelles et de sécurité, méthodes d'essai,
- NF S 54-201 Equipements d'aires de jeux – Equipements de jeux à usage collectif pour enfants – Exigences de sécurité,
- NF S 54-203 Equipements statiques de jeux de plein air à usage collectif – Equipements fixés au sol – Essais mécaniques
- Ainsi que les décrets en vigueur sur les exigences relatives aux équipements d'aires collectives de jeux et sur les prescriptions de sécurité relatives aux aires collectives de jeux
- S54-203/décembre 2017 – Recommandations relatives à l'aménagement des aires de jeux
- NF EN 1176-1-2-3-4-6 et NF EN 1176 5-7-10 Equipement aire de jeux
- NF EN 1177 Sols d'aires de jeux absorbant l'impact.

Ainsi, que les décrets en vigueur sur les exigences de sécurité relatives aux équipements d'aires collectives de jeux et sur les prescriptions de sécurité relatives aux aires collectives de jeux.

Enfin, sauf indications contraires formulées par le Maître d'ouvrage, l'entreprise devra se conformer en vigueur, aux règles de l'art, aux prescriptions particulières des fabricants et des fournisseurs, et aux fascicules du cahier des CCTG suivants :

- Fascicule 2, Terrassements généraux
- Fascicule 35, Travaux d'espaces verts, d'aires de sports, de loisirs et ses annexes

Ainsi qu'aux documents suivants :

- Cahier des charges "Sols sportifs de plein air du ministère de la jeunesse et des sports –Editions Le Moniteur",
- Recommandations pour les terrassements routiers (RTR), ministère de l'Equipement,
- Compactage des remblais de tranchée, ministère des transports,
- DT II fascicule 12 Travaux de terrassement,
- Recommandation pour la réalisation des assises de chaussée en graves non traitées, ministère de l'Equipement,
- Normes AFNOR et UTE appropriées

Cette prestation comprend la fourniture, le transport et la fixation des éléments sur les massifs fondations qui auront été réalisés.

L'aire de jeux en bois sera composée des jeux suivants :

- Balançoires :



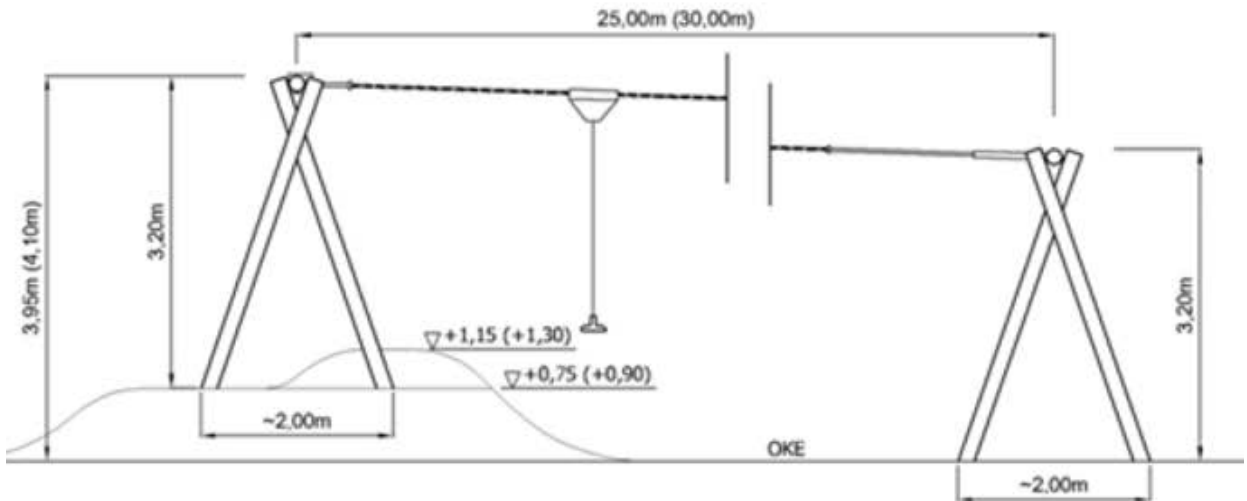
- 2 Jeux à ressort « cheval » :



- Maisonnette :



- Tyrolienne 20 ml avec plateforme :



- Combiné Multi jeux



BANC

Le banc sera en structure acier plat galvanisé 80x10mm avec 2 couche peinture antirouille compatible galvanisation RAL à définir. Les lames d'assises seront en bois de kohu de 120X35mm. La longueur d'assise sera de 180cm. Selon les implantations des pièces graphiques, après les excavations et l'évacuation des déblais, l'entreprise réalisera les plots béton dosé à 300 kg pour les différents bancs. Le dessus du béton sera à au moins 5 cm en dessous du niveau du sol fini.

Cette prestation comprend la fourniture, le transport et la fixation des éléments sur les massifs fondations qui auront été réalisés.

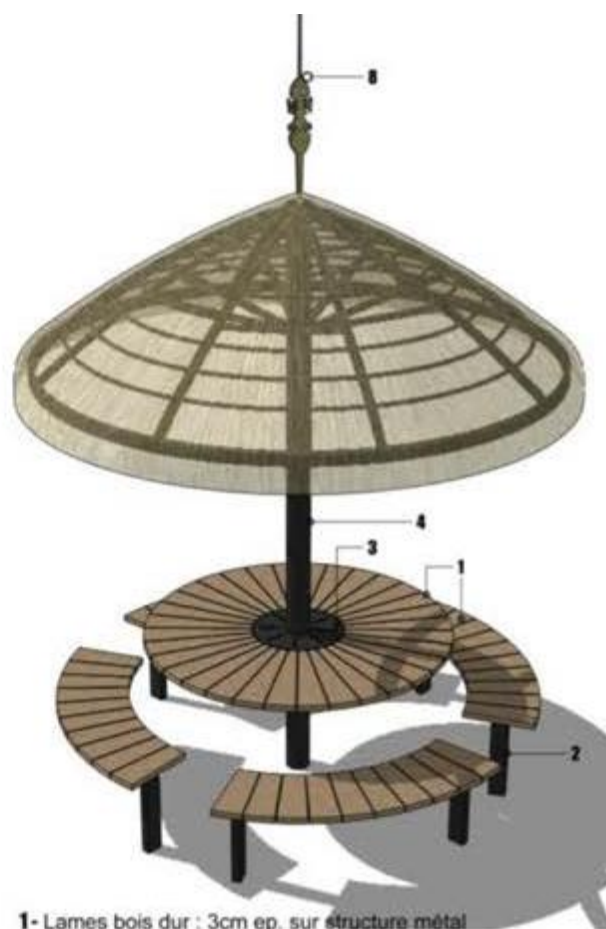
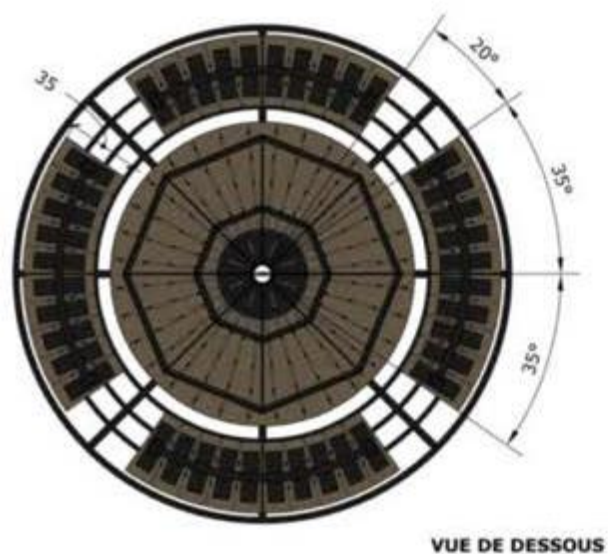
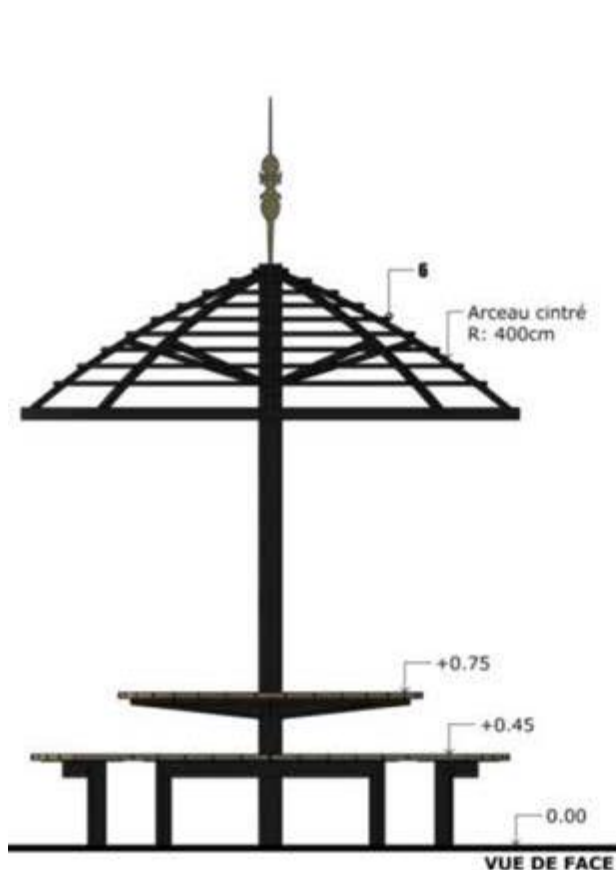
Tolérance :

Verticalité : $\pm 0,003$ m par m

Horizontalité : $\pm 0,003$ m par m

PAILLOTTE

Selon les implantations des pièces graphiques, l'entreprise réalisera la fourniture et la mise en œuvre de paillotte.



- 1- Lames bois dur : 3cm ep. sur structure métal
- 2- Piètement métal scellé dans dalle béton
- 3- Plaque tôle **perforée** diam 45cm
- 4- Poteau métal : 10cm diam. scellé dans massif béton
- 5- Charpente métal : ensemble profilés tubes métalliques
- 6- Cerce métallique support de la couverture en paille synthétique
- 7- Couverture paille synthétique ignifugée
- 8- Flèche faitière bois (hors marché)



Après les excavations et l'évacuation des déblais, l'entreprise réalisera :

- La fourniture et la mise en œuvre d'une couche de base de type GNT 0/31.5 sur une épaisseur de 15 cm parfaitement compactée ;
- La fourniture et la mise en œuvre de la dalle de béton armé dosé à 300 kg. Le dessus du béton balayé sera à 10 cm en dessus du niveau du sol fini ;
- La fourniture et la mise en œuvre de la paillote y compris le plateau et les assises.

Cette prestation comprend la fourniture, le transport et la fixation des éléments sur les massifs fondations qui auront été réalisés.

Tolérance :

Verticalité : $\pm 0,003$ m par m

Horizontalité : $\pm 0,003$ m par m

ARTICLE 27. - CONTROLES

27.1. - LORS DE LA CIMENTATION

L'entrepreneur procédera lors de la cimentation aux contrôles suivants :

- Les volumes,
- La prise d'échantillon de ciment.
-

27.2. - LORS DU DÉVELOPPEMENT

L'entrepreneur procédera lors du développement aux contrôles suivants :

- La quantité et la nature des produits injectés,

L'entrepreneur devra remettre au Maître d'œuvre, à l'issue des travaux, **un rapport de chantier** récapitulant les différentes phases de travaux et comportant obligatoirement la coupe géologique et la coupe technique de l'ouvrage.

L'original du cahier de chantier sera remis, une fois les travaux terminés, au maître d'œuvre.

Les rapports journaliers du cahier de chantier contiendront toutes les mesures de contrôle effectuées pendant les travaux.
Le DOE,

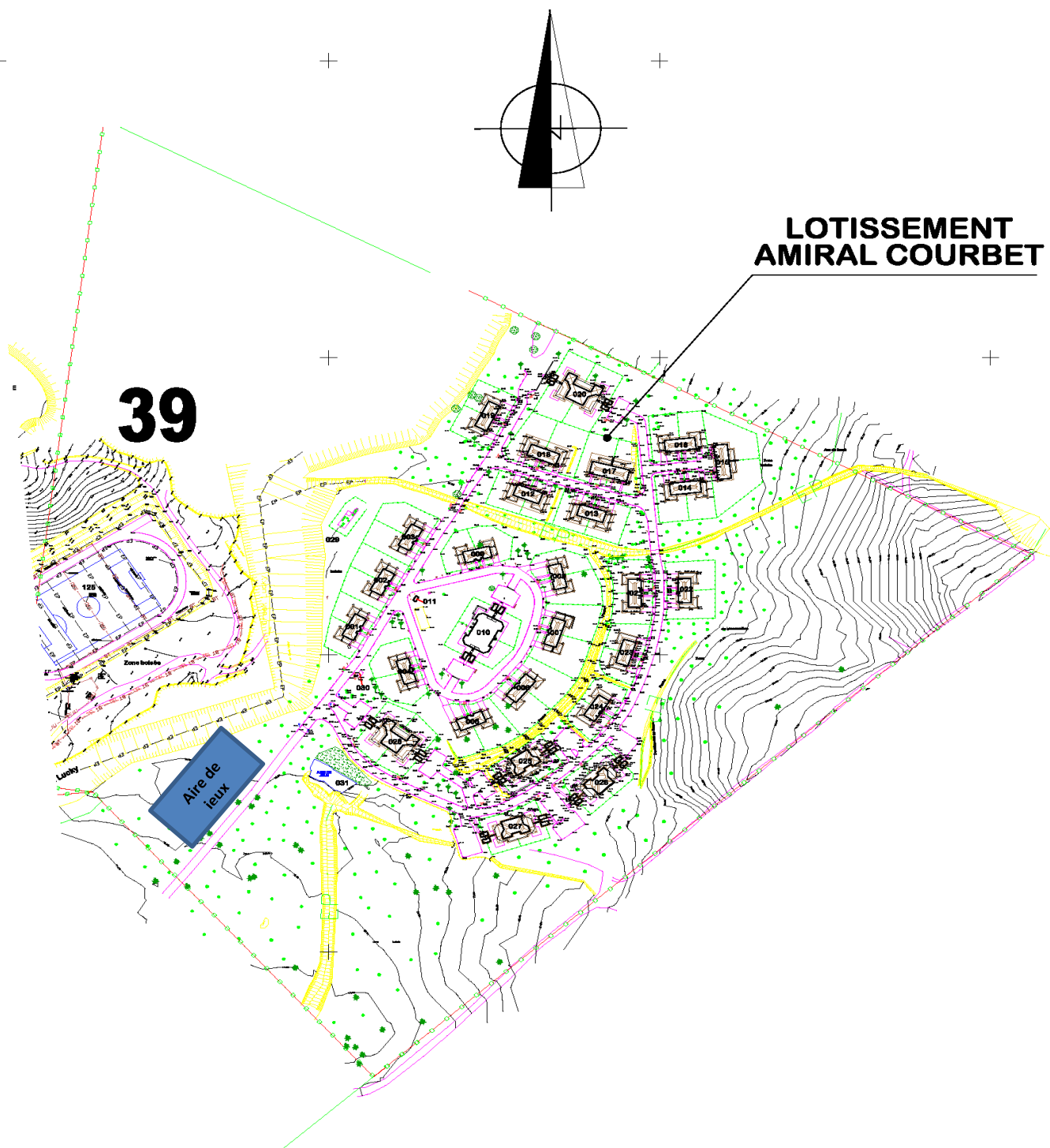
Les fiches des produits des matériaux composant l'ouvrage (agrès, graviers, ciment)

ARTICLE 28. - PROLONGATION DE L'AIRE DE JEU EN CAS D'INSUFFISANCE

Si au cours des travaux l'entrepreneur se trouvait dans l'impossibilité de continuer l'aire de jeux commencée (matériel bloqué, trou dévié ou effondré, équipement déformé, etc.), le ou les ouvrages seront repris au frais de l'entrepreneur,

ANNEXE 1

Implantation de l'aire de jeux



ANNEXE 2

Le schéma suivant représente l'effet à obtenir

